Burundi : rapatrier les 200.000 réfugiés de Tanzanie : danger !

La Libre Belgique,Â 29 aoÃ»t 2019 Le ministre tanzanien de lâ€™IntÃ©rieur, Kangi Lugola, a indiquÃ© mardi Ã lâ€™AFP qu gouvernement entendait procÃ©der au rapatriement des 200 000 rÃ©fugiÃ©s burundais qui vivent sur son sol Ã partir du 1er octobre, Ã raison de 2000 par semaine. Lugola affirme que cela se fait Â«Â en accord avec le gouvernement burundais et en collaboration avec le Haut commissariat pour les RÃ©fugiÃ©sÂ Â» (HCR).

Il faut savoir que les prÃ©sidents Magufuli de Tanzanie et Nkurunziza du Burundi sâ€™Ã©taiententendus, il y a deux ans, pour de tels rapatriements; lâ€™accord conclu ensuite entre les deux gouvernements et le HCR prÃ©cisait cependant que ces retours concernaient les rÃ©fugiÃ©s volontaires pour rentrer dans leur pays. Quelque 70.000 dâ€™entre eux sont rentrÃ©s. Lâ€™annonce du ministre tanzanien concerne donc les 200.000 restant. Or, nombre dâ€™entre eux ne veulent pas rentrer, si lâ se fie aux huÃ©es qui ont accueilli le ministre burundais de lâ€™IntÃ©rieur, Pascal Barandagiye, en visite dans des camps de rÃ©fugiÃ©s burundaisÂ Ã Nduta (Tanzanie) la semaine derniÃ¨re. RÃ©gime de terreur Si le ministre tanzanien assure quâ€™ Â«Â arrÃªtera tousÂ Â» ceux qui Â«Â incitent les rÃ©fugiÃ©s Ã ne pas rentrer chez euxÂ Â» alors que, assure-t-il, Â«Â le Burur paixÂ Â», de trÃ¨s nombreux Burundais sont loin de partager cette opinion et lâ€™Onu sâ€™inquiÃ¨teÂ des nombreuses violatio des droits de lâ€™homme qui se commettent dans ce pays. Des corps ligotÃ©s et dÃ©capitÃ©s ont encore Ã©tÃ© trouvÃ©s la derniÃ¨re Ã Gasenyi. Le parti dâ€™opposition CNL est persÃ©cutÃ© et ses membres harcelÃ©s et maltraitÃ©s â€“ voire tuÃ©s rÃ©pression sâ€™accroÃ®t dans la perspective des Ã©lections de 2020. A la surprise gÃ©nÃ©rale, le Cnared â€“ qui regroupe lâ€™opposition en exil â€“ a annoncÃ© Ã la mi-aoÃ»t son retour au pays pour participer aux scrutins. Selon le journal Iwacu, cetteÂ dÃ©cision a Ã©tÃ© reÃ§ue par le pouvoir comme Â«Â une capitulationÂ Â» (Â«Â kwishikanaÂ Â») et, le 20 aoÃ»t, le prÃ Nkurunziza a annoncÃ© que la Justice attendait ceux des opposants envers qui des poursuites ont Ã©tÃ© intentÃ©es, ce qui est le cas de nombre dâ€™entre eux.Â Le 23 aoÃ»t, huit dirigeants de partis membres du Cnared sâ€™en sont retirÃ©s et, dÃ©nonÃ§ant un Â«Â contexte de terreur, de verrouillage des espaces de libertÃ©Â Â», ont rÃ©clamÃ© un report des Ã©lection 2020 ou leur boycott, a rapportÃ© SOS Medias Burundi. Le tambour Â«Â piratÃ©Â Â» La vision totalitaire du rÃ©gime est telle quâ€™il a mÃªme interdit lâ€™usage du tambour traditionnel â€“ classÃ© patrimoine de lâ€™humanitÃ© par lâ€™Unesco â€“ s Samedi 24 aoÃ»t, le ministÃ¨re de la Culture et la mairie de Bujumbura, capitale Ã©conomique, ont mÃªme organisÃ© une marche de protestation contre la victoire dâ€™un groupe de tambourinaires burundais rÃ©fugiÃ©s au Rwanda, Himbaza, arrivÃ deuxiÃ¨meÂ au concours Â«Â East Africaâ€™s got talentÂ Â» organisÃ© au Kenya. Le secrÃ©taire permanent du ministÃ¨re de Culture, Godefride Hakizimana, a accusÃ© le Rwanda, Â«Â ennemi du BurundiÂ Â», de vouloir Â«Â pirater le tambour burundais; ils veulent sâ€™approprier notre identitÃ©Â Â».Â Dimanche, les participants Ã la marche de la veille, essentiellemen des conducteurs de taxis-vÃ©los, ont rÃ©clamÃ© les 3000 FBu qui leur avaient Ã©tÃ© promis mais jamais reÃ§us. Comment payer? Alors que le Burundi est plongÃ© dans une profonde crise Ã©conomique depuis 2015 en raison de la crise provoquÃ©e par la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de se prÃ©senter Ã un troisiÃ¨me mandat interdit par les Accords de paix dâ€™Arusha,Â on voit mal, en outre, comment il pourrait absorber le retour de 200.000 rÃ©fugiÃ©s. Il nâ€™arrive dÃ©j faire face au paludisme, endÃ©mique, qui a explosÃ© ces derniers mois. Le Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile (FORSC) a, en outre, dÃ©noncÃ© la semaine derniÃ¨re les Â«Â messages de haine et dâ€™intimidationÂ Â» profÃ©rÃ©s lors Â«Â Imbonerakure DayÂ Â» (les Imbonerakure sont la milice du parti au pouvoir),Â le 17 aoÃ»t, Ã lâ€™encontre des dÃ©placÃ guerre de 1993, qui sont Â«Â en majoritÃ© de la composante sociale TutsiÂ Â». Â«Â Le Jour J nous allons les lessiver tous, nous vous le promettonsÂ Â», ont chantÃ© les Imbonerakure en province de Karusi au sujet des dÃ©placÃ©s de guerreÂ de Kigwati. Par Marie-France Cros